



ACTION du CATHII CAMPAGNE DE SIGNATURES sur la traite humaine au Québec Jusqu'au 6 décembre 2021

DE QUOI IL S'AGIT?

Envoi d'une lettre aux élus et parlementaires présentant des préoccupations et des suggestions concernant la traite humaine au Québec pour avancer *vers une action globale contre la traite des personnes* : couvrir toutes les formes de traite, accorder un financement important à la mission des organisations offrant des services aux personnes victimes et survivantes, mener une campagne de sensibilisation et mettre sur pied une instance provinciale pour offrir, entre autres, une ligne d'information et de référence.

COMMENT PASSER À L'ACTION?

Faites circuler la lettre dans vos réseaux et invitez les personnes à l'imprimer, à ajouter leur signature, ainsi que leur code postal. Vous signez en tant que citoyen et citoyenne.

Un maximum de 9 signatures sur la page 2. Imprimer le nombre de pages nécessaires. Ne pas imprimer la lettre recto-verso. Ne pas modifier le texte de la lettre avant ou après l'avoir imprimé et fait signer.

Date limite de mise à la poste : jeudi le 9 décembre 2021. Les signatures seront transmises par le CATHII aux élus et parlementaires avant Noël.

Faites parvenir les feuilles de signatures, entièrement remplies ou non, directement au Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (si possible ne pas plier, utiliser une grande enveloppe – cela rendra la compilation plus facile) à cette adresse :

CATHII, 7950A rue Marquette, Montréal, Qc H2E 2E9

15 décembre 2021

Monsieur François Legault
Premier ministre du Québec

Madame Geneviève Guilbault
Vice-première ministre

La traite des personnes fait régulièrement la manchette des journaux et nous sommes concernés par cette réalité. Avec la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, dont le rapport a été déposé en décembre 2020, nous reconnaissons que des pas sont faits dans la bonne direction. En même temps, nous vous soulignons que l'exploitation sexuelle ne représente qu'une des formes de traite des personnes et qu'il en existe d'autres : le travail forcé et le mariage forcé, notamment.

Nos principales préoccupations et suggestions concernant la traite des personnes au Québec sont les suivantes :

- La nécessité d'un plan provincial contre la traite des personnes qui couvre toutes les formes de traite des personnes (exploitation sexuelle, travail forcé, mariage forcé, etc.) avec un accent sur les populations vulnérables. Ce plan provincial doit être élaboré avec les organisations non-gouvernementales engagées contre la traite humaine, incluant l'apport de survivantes et de survivants.
- Un important soutien financier accordé à la mission des organisations qui accueillent et soutiennent les personnes victimes d'une situation de traite et les personnes survivantes dans le processus de l'après-traite jusqu'à l'autonomisation.
- Une campagne de sensibilisation du public, menée sur plusieurs années et sur toutes les formes de traite humaine, en concertation avec les organisations et avec des survivantes et survivants de la traite.
- Un bureau provincial contre la traite ou une instance provinciale ayant pour mandat de :
 1. documenter les diverses formes de traite, pour mieux en cerner les contours au Québec et les meilleures avenues pour la contrer;
 2. offrir une ligne d'information et de référence 24/24 h, 7 jours, en diverses langues incluant les langues autochtones;

3. inclure des outils de formation en ligne élaborés en lien avec les organisations québécoises de lutte contre la traite des personnes et des survivantes;

4. inclure une liste de ressources mise à jour régulièrement.

Nous sommes convaincuEs que ces quelques mesures sont essentielles pour agir, protéger et soutenir efficacement les personnes les plus vulnérables aux situations de traite des personnes.

Nous vous prions, Monsieur le Premier ministre, Madame la ministre, d'agréer l'expression de notre considération.

Signatures	Code postal

Copie conforme envoyée à :

- Mme Dominique Anglade, Cheffe de l'opposition officielle
- M. Gabriel Nadeau-Dubois, Chef du deuxième groupe d'opposition
- M. Joël Arseneau, Chef du troisième groupe d'opposition